

Bukavu attaquée par un nouveau mouvement rebelle aux accents nationalistes

Colette Braeckman

Le Soir Blog, 4 novembre 2021

Erosions et inondations, incendies, insécurité, insolvabilité des autorités provinciales, dégradation des routes et de l'environnement en général : la rancœur à l'égard de Kinshasa, une capitale distante et budgétivore était depuis longtemps perceptible à Bukavu. A cette colère latente s'ajoute désormais la peur : mercredi matin, la ville a été réveillée par des coups de feu qui ont désarmé militaires et policiers. Arrivés au cœur de la ville, place de l'Indépendance, ils ont hissé un drapeau proclamant en lettres vertes sur un fond jaune « *Action pour un Congo nouveau* ».

Effrayés par les tirs, les habitants se sont terrés chez eux, constatant seulement que les rebelles n'étaient pas très armés, ne portaient pas de tenue militaire, mais que malgré la faiblesse de leurs moyens ils avaient réussi à gagner la zone de l'aéroport au nord de la ville, le centre de logistique de la police, le QG de la 33^e ré-

gion militaire et le quartier industriel tandis que de nombreux habitants fuyaient vers le sud de la ville dans la direction de Panzi. Durant l'après-midi, les autorités devaient communiquer le bilan de cette incursion : six morts parmi les assaillants et trois parmi les forces de sécurité ainsi que 36 prisonniers et il apparaissait que le mouvement avait été contenu par les forces armées et la police. La société civile du Sud Kivu a d'ailleurs félicité les services de sécurité pour avoir rétabli un calme relatif mais a appelé à la vigilance.

Le mystère de l'identité et des motivations des assaillants n'est pas encore éclairci. D'aucuns assurent qu'il pourrait s'agir d'une manœuvre de déstabilisation dont l'objectif serait d'imposer, au Sud Kivu l'état de siège déjà en vigueur dans le Nord Kivu, ce qui permettrait aux militaires de congédier les politiques et de prendre les rênes du pouvoir et... des affaires.

En fin d'après midi cependant, nous avons reçu un long communiqué émanant d'une « *coalition de patriotes congolais* », CPCA A 64, dénonçant l'inefficacité de la Monusco et exigeant son retrait, mais surtout s'élevant violemment contre « *l'agression étrangère et le pillage des ressources par le Rwanda et l'Ouganda* », « *dénonçant la tricherie des dernière élections du 31 décembre 2018 et la politique de l'actuel président Félix Tshisekedi* » dont le départ est exigé de même que l'exil de Joseph Kabila son prédécesseur. La déclaration dénonce aussi tous les accords de paix signés sous la contrainte internationale et exige le départ des multinationales qui pillent le pays. Malgré sa tonalité nationaliste et l'appel lancé à toutes les instances internationales, la véracité de ce document reste à démontrer ainsi que la représentativité de ses signataires dont l'un est un certain général major Mukono...